

Les conséquences économiques d'une victoire du « non »

Réponse de Michel Husson à l'AFP

Message reçu le 25/03/2005 d'Anne Renaut, journaliste à l'AFP

Bonjour, journaliste à l'AFP, j'interroge des économistes de toutes tendances pour savoir quelles conséquences, selon eux, un "non" au Traité constitutionnel pourrait avoir sur l'économie en France et en Europe. Est-ce que ce serait salubre pour l'économie, désastreux, pas désastreux etc pourquoi ? Pourrais-je vous appeler mardi matin ? Ou bien vous pouvez aussi me répondre par email si vous préférez. Bien à vous,

Réponse envoyée le même jour

voire question est fascinante et je vous remercie de me l'avoir posée ! Je ne suis pas sûr que quiconque puisse y répondre vraiment, mais elle m'a donné l'envie de me livrer à l'exercice. Comme j'imagine que la réponse doit être lapidaire, je vous proposerais volontiers le schéma suivant.

A court terme, le succès du non en France serait interprété comme un grave coup d'arrêt à la construction libérale. Les plus prompts à réagir seraient les milieux financiers rendus inquiets par un tel climat d'incertitude. La montée de l'euro serait freinée voire inversée, ce qui ne serait d'ailleurs pas un mal pour la compétitivité des exportations européennes. La Banque centrale européenne serait fortement tentée d'élever ses taux d'intérêt. Au total, l'impact immédiat serait négligeable, surtout si le non l'emportait dans plusieurs pays.

A moyen terme, l'évolution de l'économie dépendrait du poids relatif de plusieurs facteurs :

1. les milieux d'affaires auraient tendance à établir un « cordon sanitaire » autour des pays où le non l'aurait emporté, notamment en ce qui concerne les investissements. Cela aurait pour effet de freiner la croissance, mais avec une ampleur inversement proportionnelle au nombre de pays concernés.
2. l'incertitude pesant sur la construction européenne paralyserait un certain nombre d'instruments monétaires, budgétaires mais comme ceux-ci ont un effet plutôt dépressif sur l'activité économique, l'impact sur la croissance serait probablement de faible ampleur ;
3. le gouvernement français, celui-ci ou le suivant, devrait prendre en compte la nouvelle situation et prendre des mesures de sauvegarde en menant une politique active compensatrice ;
4. enfin, et surtout, le succès du non pourrait conduire à une remise à plat des politiques économiques sous la pression des aspirations des salariés à une orientation plus favorable aux salaires, à l'emploi et à la satisfaction des besoins sociaux (protection sociale et services publics).

Conclusion : en tout état de cause, une victoire du non ne serait pas un Waterloo économique. A terme, la question essentielle est de savoir si elle enclencherait un mouvement social transnational en faveur d'une autre manière de construire l'Europe, fondée sur l'harmonisation et la coopération, plutôt que sur la concurrence généralisée.